

---

## DECLARATION DE LUBUMBASHI, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DE LA COALITION AFRICAINE SUR LES MINERAIS VERTS.

Nous, organisations membres de la Coalition Africaine sur les Minerais Verts (CAMV) ou African Coalition on Green Minerals (ACGM) participant à l'atelier d'échanges co-organisé par African Resources Watch (AFREWATCH) et global witness (GW), du 10 au 11 juin 2024 à Lubumbashi, pour d'une part identifier les obstacles et les opportunités des pays africains et producteurs des minerais critiques sur base d'une étude ayant pour titre « **Opportunités et obstacles liés à la transition énergétique** » et d'autre part, la participation de la société civile dans ce processus devant conduire les Etats vers un tournant décisif dans l'abandon progressif des énergies fossiles vers les les énergies vertes.

Après une analyse approfondie, les participants ont formulé plusieurs observations notamment :

- i. L'Afrique détient entre 20% et 90% des réserves mondiales de 11 minéraux nécessaires à la transition énergétique comme les métaux du groupe du platine, le cobalt, le chrome, le zirconium, le lithium, le coltan, le germanium, etc. ;
- ii. En 2022, l'Afrique a exporté pour environ 29 milliards de dollars, des produits minéraux de transition. De 1995 à 2018, les minéraux de transition énergétique et les produits associés ont représenté 23 % des exportations totales de l'Afrique subsaharienne<sup>1</sup> ;
- iii. En 2022, les pays du monde entier ont déclaré s'approvisionner en Afrique pour 55 milliards de dollars en minéraux de transition énergétique (et en métaux dérivés).<sup>2</sup> Et cette demande va encore augmenter d'ici 2050 ;
- iv. Le partage des profits n'est pas équitable entre les pays moins développés (Sud) et les pays développés (Nord) dans lesquels est coopté l'essentiel de la valeur ajoutée aux minerais de transition énergétique ;
- v. Les études réalisées dans plusieurs pays producteurs de ces minerais montrent que les communautés locales et l'environnement paient une lourde facture, en terme d'impacts négatifs ;

---

<sup>1</sup> Clara Galeazzi, Jevgenijs Steinbuks et James Cust, "Africa's Resource Export Opportunities and the Global Energy Transition", *LiveWire* 2020, n° 111 (2020), <https://documents1.worldbank.org/curated/en/431621608028194772/pdf/Africa-s-Resource-Export-Opportunities-and-the-Global-Energy-Transition.pdf>.

<sup>2</sup> La liste des codes de produits utilisés figure dans l'étude récente (inédite) réalisée par Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP).

- vi. Les pays africains ne disposent pas de vision et de stratégie sur l'exploitation des minerais de transition (métaux verts) et ce, malgré l'existence de la Vision Minière Africaine (VMA) ;
- vii. Le déficit de participation de la société civile et le manque de transparence dans le processus de négociation des accords stratégiques avec les entreprises privées et la signature des accords ou memoranda d'entente bilatéraux et multilatéraux. C'est le cas des memoranda d'entente signés entre les Etats-Unis, la RDC et la Zambie d'une part et entre l'Union Européenne et la RDC, la Zambie, le Rwanda et le Mozambique d'autre part, outre les partenariats existant entre la Chine et certains pays africains dont la RDC;

Pour faire face à ces défis, les organisations membres de la Coalition Africaine sur les Minerais Verts, invitent leurs pays à prendre les mesures suivantes :

- 1. Elaborer et adopter une stratégie pour l'exploitation durable des minéraux et métaux verts et les transposer en cadres juridiques et institutionnels et d'actions cohérentes ;*
- 2. Utiliser les ressources minérales pour soutenir la croissance, le développement, l'industrialisation et la création d'emplois en développant pleinement les liens intersectoriels ;*
- 3. Profiter de la fenêtre d'opportunité offerte par l'attention portée sur les minéraux stratégiques ou Minerais de Transition (MT) pour construire rapidement des chaînes de valeur régionale et continentale ;*
- 4. Transformer le secteur minier en un moteur de développement à grande échelle en passant par le développement du capital minier local ;*
- 5. Investir dans la recherche, le développement et l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables et les minerais verts (développer les capacités humaines et technologiques) ;*
- 6. Promouvoir l'industrie de production locale de composants pour batteries, véhicules électriques et équipements d'énergie renouvelable et augmenter le contenu local au fil du temps ;*
- 7. Encourager la transformation locale et l'augmentation de la valeur ajoutée dans le secteur des minéraux et métaux verts ;*
- 8. Investir dans la recherche géologique particulièrement pour les minerais verts ;*
- 9. Promouvoir la transparence et la redevabilité à travers la consultation locale tout en impliquant les communautés impactées par les exploitations minières dans les processus de prise des décisions ;*
- 10. Améliorer le cadre politique, législatif et institutionnel ainsi que le climat des affaires et la gouvernance.*

Fait à Lubumbashi, le 11 juin 2024

## **LISTE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE AFRICAINE**

<b>No</b>	<b>REPRESENTANT</b>	<b>ORGANISATION</b>	<b>PAYS</b>
01	EMMANUEL UMPULA	<b>AFREWATCH</b> African Resources Watch	RDC
02	ERIC NDEH ENGANG	<b>GLOBAL WITNESS</b>	GDE-BRETAGNE
03	JOELLE RAVELOMANANTSOA	<b>PCQVP-T.I.</b> Publiez Ce Que Vous Payez – Transparency International	MADAGASCAR
04	MUTUSO DHLIWAYO	<b>ZELA</b> Zimbabwe Environmental Law Association	ZIMBABWE
05	MESHACK MBANGULA	<b>MACUA</b> Mining Affected Communities Unity in Action	REP. SUD AFRICAINE
06	DEMBA SEYDI	<b>PCQVP AFRIQUE FRANCOPHONE</b> Publiez Ce Que Vous Payez	SENEGAL
07	CHARLES GRAMFY OFORI	<b>ACEP</b> Africa Centre for Energy Policy	GHANA
08	NSAMA CHIKWANKA	<b>PWYP</b> : Africa Centre for Energy Policy	ZAMBIA
09	ABDOUL W. DIAKITE	<b>PCQVP</b> Publiez Ce Que Vous Payez	MALI
10	AMADOU BAH	<b>AMINES</b> Action Mines	GUINEE-CONAKRY
11	Aimé-Césaire BANZA MWAPE	<b>ADDH</b> Action pour La Défense des Droits Humains	Kolwezi - RDC
12	ERIC KASSONGO	<b>CODED</b> Centre Congolais pour le Développement Durable	Kinshasa – RDC
13	PHILIPPE RUVUNANGIZA	<b>BEST</b> Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques	Bukavu – RDC
14	DONAT KAMBOLA	<b>IBGDH</b> Initiative pour la Bonne Gouvernance et les Droits Humains	Kolwezi – RDC
15	JEAN-PIERRE OKENDA	<b>RESOURCE MATTERS</b>	Kinshasa – RDC
16	ELIE KADIMA	<b>POM</b> Plateforme des Organisations de la société civile du secteur Minier	Lubumbashi – RDC
17	Donat BEN BELLA	<b>ACIDH</b> Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains	Lubumbashi – RDC
18	FREDDY KASONGO	<b>OEARSE</b> Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale	Lubumbashi – RDC
19	Emmanuel MUSUYU	<b>CORAP</b> Coalition des Organisations de la société civile pour le suivi des Réformes et de l'Action Publique	Kinshasa – RDC
20	Moise LIBOTO MAKUTA	<b>NRGI</b> Natural Resource Governance Institute	Kinshasa – RDC
21	Corneille SEMAKUBA	<b>CREDDHO</b> Le Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les droits de l'Homme	Goma - RDC
22	Florence SALIMA	<b>LITRASE</b> Ligue pour la Transparence dans le Secteur Extractif	Lubumbashi - RDC
23	Benjamin BISIMWA	<b>CRESA</b> Centre de Recherche et d'Etudes Stratégiques en Afrique centrale	Bukavu - RDC

24	JR BOWELA BANATOLI	<b>IGED</b> Initiative pour la Gestion Durable de l'Environnement	Kinshasa - RDC
25	LUKAMBO BANTU	<b>IDPE</b> Innovation pour le développement et la protection de l'environnement	Goma - RDC
26	Jean-Marie NKANDA	<b>RRN</b> Réseau Ressources Naturelles	Kinshasa - RDC